

UNIFICATION DES PAYS-BAS

1384-1555

2. VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

L'unification économique des Pays-Bas a précédé et facilité leur unification politique. Elle était réalisée en grande partie, on l'a vu, lorsque les ducs de Bourgogne ont réuni les différentes principautés. Il est certain cependant que la constitution de l'État bourguignon a encore activé la vie économique déjà si intense de ces régions. Elle a achevé l'unification monétaire et le libre parcours entre les provinces et en outre elle a apporté l'ordre et la sécurité, qui ne furent troublés que par les grandes guerres de Charles le Téméraire et de Charles-Quint. D'autre part, les princes se sont attachés à développer la prospérité du pays, sachant bien que leur puissance découlait de leur richesse et que celle-ci avait pour condition la richesse de leurs sujets. Ils protégèrent autant que possible la draperie flamande contre la draperie anglaise. Ils encouragèrent le commerce d'Anvers et des ports hollandais. Charles le Téméraire entreprit, en 1470, de faire désensabler le Zwin pour tenter de sauver le commerce de Bruges.

Cependant le XV^e siècle fut marqué par des transformations économiques des plus importantes et qui ne s'expliquent point par l'intervention des princes. Le mouvement commercial se déplaça lentement de Bruges vers Anvers. Bruges atteignit, au XV^e siècle, son point culminant. Son marché offrit une animation extraordinaire : Italiens, Espagnols et Portugais, Osterlins ou Allemands le fréquentèrent en grand nombre, mais il perdit son importance du jour où le groupe le plus considérable de ses clients étrangers, les Osterlins, c'est-à-dire les Hanséates, commencèrent à abandonner son port. Si Bruges resta le premier comptoir d'argent de l'Europe du Nord jusqu'à la mort de Charles le Téméraire, Anvers devint le centre du trafic des marchandises. Diverses autres circonstances contribuèrent encore à la décadence de Bruges : les troubles qui désolèrent la Flandre à l'époque de Maximilien et de Marie de Bourgogne, et l'ensablement du Zwin, qui, malgré les travaux exécutés dans la seconde moitié du XV^e siècle, finit par séparer Bruges de la mer.

Anvers profita de la décadence de la grande cité flamande ; cette ville attira vers elle d'autant plus aisément le trafic brugeois que ses

communications avec la mer furent facilitées par l'élargissement de l'Escaut occidental au début du XV^e siècle. Jusqu'à cette époque, les navires n'accédaient de la mer à Anvers que par l'Escaut oriental, qui, en contournant l'île de Walcheren, ne constituait qu'une voie indirecte. Anvers devint un marché important, où affluèrent les Allemands et surtout les Anglais. Ceux-ci en firent un excellent débouché pour leur draperie. Malgré l'opposition des villes flamandes et brabançonnnes, l'importation des draps anglais ne fit que croître : elles obtinrent bien des ducs des édits de prohibition, mais qui ne furent guère appliqués.

Anvers agrandit en outre son hinterland en enlevant à Malines l'étape du sel, du poisson et de l'avoine (1411) : les marchands des pays de Namur, de Liège, de Looz et du Hainaut s'orientèrent désormais vers le port de l'Escaut. En outre les transformations qu'apportèrent dans la vie économique de l'Europe les grandes découvertes du début de l'époque moderne, le favorisèrent particulièrement. L'axe commercial se déplaçant de la Méditerranée vers l'Atlantique, ce fut Anvers qui devint le grand marché mondial. C'est là que convergèrent les routes océaniques et continentales. Jamais aucun port ne connut une fortune pareille : il constituait l'étape des flottes espagnoles et portugaises qui, de Cadix et de Lisbonne, y apportaient les précieuses épices ; il était la métropole commerciale de l'Occident et la capitale économique du Pays-Bas. Son marché était alimenté par les tapisseries de Bruxelles et d'Audenarde, les soies, les ostades et les serges d'Armentières, Hondschoote, Valenciennes et Tournai, les toiles de Flandre, les fers du Hainaut et du Namurois, les armes de Liège ; même les tableaux des peintres nationaux trouvaient sur le marché anversoïis un grand nombre d'acheteurs. Anvers devient en même temps la plus grande banque de l'univers ; les financiers d'Ulm et d'Augsbourg y ont des succursales dès la fin du XV^e siècle, et elles se multiplient au siècle suivant. Puis viennent des Italiens, des Espagnols et des Portugais, qui abandonnent Bruges et fondent à Anvers de puissantes maisons de banque et de commerce. Les Français affluent pendant les intervalles des guerres. Moins importants que les marchands étrangers, une foule d'immigrants venus des provinces wallonnes, comme les Cocquiel, les Bari, les Moucheron, ou des provinces flamandes, comme les Van der Straeten, les Schetz, activent encore le

commerce de la place. Sa population croissante atteste sa prospérité : au milieu du XVI^e siècle, elle atteint cent dix mille habitants, éclipsant ainsi tous les ports européens.

Les Anversois surent rompre avec les traditions commerciales du moyen âge : tous les marchands étrangers indistinctement y trouvent bon accueil et jouissent de garanties semblables à celles des bourgeois. D'ailleurs le droit de bourgeoisie s'acquiert facilement. Les formalités qui, à Bruges, entourent la vente, l'achat, la pesée des marchandises sont abolies. Anvers n'a pas besoin de halles, nécessitant une manutention coûteuse : le cimetière de Notre-Dame est le rendez-vous des commissionnaires de marchands, qui y traitent leurs affaires sans l'intermédiaire obligé de courtiers municipaux. Dès 1460, cette réunion est réellement une bourse de commerce internationale, la première qui ait existé en Europe ; elle disposa à partir de 1531 d'un local luxueux.

Le commerce de transport ne fut guère pratiqué par les Brabançons ; ils n'y participèrent en tout cas qu'indirectement, comme courtiers ou intermédiaires. Ils n'imitèrent pas l'exemple des marchands de Zélande et de Hollande, qui surent créer une navigation importante. La puissance maritime de ces marchands date de l'époque où Dordrecht perdit sa suprématie. Ce port subit un sort analogue à celui de Bruges ; ses bourgeois voulurent maintenir à tout prix leurs traditions commerciales et leurs privilèges. C'est ainsi que Dordrecht se laissa distancer par Veere, La Brielle, Zierikzee et Amsterdam, qui adoptèrent des institutions plus libérales et cherchèrent de nouveaux débouchés, notamment dans la Baltique, où elles tinrent tête aux villes hanséatiques.

Le XV^e siècle marque pour les Pays-Bas une transformation profonde, non seulement de leur commerce, mais aussi de leur industrie. La concurrence de la draperie anglaise provoqua le déclin de celle de nos régions. Pour suppléer à la pénurie de laines anglaises, on dut recourir à d'autres, de qualité inférieure, comme la laine espagnole. Louvain et Ypres, de même que toutes les villes, ressentirent le contrecoup du développement de la draperie anglaise. Leur population ouvrière émigra en masse et provoqua leur ruine définitive. D'ailleurs ces villes déchues, avec leur régime corporatif et leur réglementation à

outrance, n'ont su s'adapter aux nécessités de l'organisation plus libérale que réclamait le régime capitaliste triomphant.

La vieille industrie drapière ne fait plus que végéter dans quelques-uns des anciens centres ; elle se réfugie dans le plat pays (Poperinghe, Armentières, Hondschoote, Warneton, Tourcoing, Verriers) : le rabais du prix des draps, dû à la concurrence anglaise, nécessite l'avilissement des salaires, et la campagne seule peut fournir une main-d'œuvre à bon marché. Dans les bourgs industriels, les patrons drapiers profitent, aussi bien que les artisans, de l'absence d'une réglementation tracassière et surannée : ils communiquent librement avec l'étranger. Ils se rapprochent en outre du fabricant moderne en concentrant sous la direction d'un seul entrepreneur les diverses opérations techniques que le travail médiéval des métiers répartit entre des corporations distinctes. La nouvelle draperie s'applique à la fabrication de tissus légers et à bon marché, tels que les serges et les ostades, au lieu d'étoffes de luxe, pour lesquelles elle n'aurait pu soutenir la concurrence anglaise. Les campagnes n'étaient jamais parvenues d'ailleurs à s'approvisionner en quantités suffisantes de laines anglaises, accaparées par les marchands urbains, et avaient dû se contenter de laines de qualité inférieure, comme celles d'Espagne. En général la draperie nouvelle resta essentiellement rurale. Plusieurs villes durent cependant un regain de prospérité à ce fait que de nouvelles industries s'y établirent. Elles se rabattirent avec succès sur la fabrication des tapisseries, ces merveilleuses « fresques du Nord », qui s'implanta et fleurit entre autres à Arras, à Tournai, à Audenarde et à Bruxelles, tandis qu'un peu partout la confection de dentelles occupa une foule de travailleurs parmi les classes les plus pauvres.

L'industrie capitaliste se répandit comme un flot irrésistible, non seulement dans la basse Belgique, mais aussi dans les gorges boisées des Ardennes. Le Namurois devint, grâce à ses gisements de minerai de fer et à ses ressources hydrauliques et forestières, un pays de forgerons. Les hauts fournaux se multiplient dans ces régions que Guichardin compare aux « boutiques et forges estincelantes de Vulcain ». La production des houillères liégeoises augmente parallèlement aux besoins de la métallurgie. L'industrie métallurgique se développe dans le pays de Liège, grâce à l'exploitation active des charbonnages.

Le charbon de terre n'avait été utilisé jusqu'au XIV^e siècle que par les forgerons et les pauvres gens. Son emploi commença à se répandre au siècle suivant, et la Meuse facilita son transport. La richesse en fer des régions voisines permit aux forgerons liégeois de lutter avantageusement contre leur concurrents. Ils inaugurèrent en outre, au XVI^e siècle, une nouvelle industrie, celle des armes à feu, et l'armurerie devint la grande industrie de la ville de Liège. Les houillères se multiplièrent autour de l'antique cité wallonne, qui abrita ou groupa autour d'elle une foule de mineurs et d'arquebusiers.

Grâce à l'abondance des travailleurs et des capitaux, les Pays-Bas attirèrent un certain nombre de hardis entrepreneurs qui y implantèrent de nouvelles industries. A Anvers, le tourangeau Plantin fonde sa célèbre imprimerie (1550) ; l'art de tailler les diamants s'y introduit ; on y installe une verrerie à la façon de Venise. En Flandre, on construit des moulins à papier ; des Allemands établissent des salines le long du bas Escaut.

Le rendement de l'agriculture et des industries qui s'y rattachent augmenta dès le XV^e siècle grâce au dégrèvement d'une partie des droits de morte-main et de corvée et à une meilleure répartition des impôts. En outre la superficie des terres labourables s'étendit par les endiguements de polders. De nouveaux défrichements furent commencés dans le Luxembourg. L'élevage du bétail se généralisa en Flandre, en Zélande et en Hollande. Dans ces deux dernières régions, la production du beurre et du fromage devint l'objet d'un commerce important. L'exploitation libre et capitaliste transforma toute l'économie rurale : les financiers achetèrent des seigneuries et les bourgeois des fermes. En même temps que s'accrut ainsi la valeur des terres, se perfectionnèrent les procédés de culture : la Flandre l'emporta sous ce rapport sur les autres provinces et fit l'admiration de l'Europe au XVI^e siècle. Les étrangers qui la visitent la comparent à un jardin.

Le commerce des grains fit la fortune de certaines villes, comme Gand et Douai, en relation avec la mer par le réseau fluvial. Cependant ce commerce n'était pas encore assez développé avec l'étranger pour empêcher des crises alimentaires : en 1438-39, une famine, provoquée par de mauvaises récoltes, désola le pays.

La pêche maritime fournit une ressource importante à la Hollande

et à la Zélande ; la pêche du hareng procura de grands bénéfices, et le procédé de la caque, découvert au commencement du XV^e siècle, lui donna un essor inattendu.

Dans tous les Pays-Bas, l'activité économique devint encore plus intense par l'amélioration du système des communications. La poste, primitivement réservée aux courriers de l'État, transporte les lettres des marchands, et un service de voitures publiques est organisé.

Les transformations économiques si profondes qui marquent le début des temps modernes ont nécessairement influé sur l'organisation sociale. L'appât de la richesse et les nouveaux moyens de l'acquérir attirent toutes les classes de la société ; nobles et bourgeois recherchent la fortune par la pratique du commerce ou de l'industrie et veulent faire fructifier leurs capitaux par de grandes entreprises. Il se forme ainsi une aristocratie nouvelle, composée à la fois de descendants de la vieille noblesse et de parvenus, et dont la puissance et le bien-être contrastent vivement avec la situation de la masse du peuple. Ils habitent de somptueux hôtels et s'offrent toutes les jouissances et tous les raffinements du luxe ; ils protègent les arts et les lettres et se piquent d'une culture supérieure.

Cette aristocratie nouvelle ne compte guère de descendants des anciens lignages patriciens. Ceux-ci souffrirent beaucoup de la diminution croissante des revenus, due à la dépréciation de l'argent, phénomène général au cours du XVI^e siècle. Ils pratiquèrent dès lors surtout les professions libérales ou entrèrent comme fonctionnaires au service du gouvernement central que leurs ancêtres avaient si vivement combattu au nom des franchises municipales. La bourgeoisie fermée que le moyen âge avait connue, disparaît au cours du XV^e et du XVI^e siècle. A sa place se constitue, formée d'éléments anciens et d'un afflux considérable d'hommes nouveaux, la bourgeoisie moderne, dont le caractère distinctif est la richesse. Bourgeois ne signifie plus ressortissant à une ville, mais personne de condition aisée.

En face de la bourgeoisie, qui par en haut touche à la noblesse, la masse des travailleurs s'absorbe dans un prolétariat de plus en plus considérable. Le développement des manufactures augmente le nombre des salariés. Ceux-ci sont parvenus à se coaliser dans les industries manufacturières dérivant d'industries déjà pratiquées sous le régime

corporatif ; les compagnons se sont groupés en associations analogues aux compagnonnages en France, sous la forme de confréries ou de sociétés de secours mutuel, et ont pu ainsi défendre leurs intérêts contre ceux des entrepreneurs capitalistes. Mais il n'en fut pas de même dans les manufactures nouvelles, c'est-à-dire produisant des articles non fabriqués par les métiers. Placés en dehors du cadre corporatif, les ouvriers de ces manufactures se trouvent isolés et sont à la merci du patron ou de ses agents. A bout de ressources, beaucoup sont réduits à la mendicité ou au vagabondage. Celui-ci est encore favorisé par le licenciement des mercenaires employés dans les nombreuses armées levées à la fin du XV^e et dans la première moitié du XVI^e siècle. D'autre part, quantité de gens valides vivaient dans l'oisiveté par suite du fait que leur subsistance était assurée par des fondations charitables, très abondantes depuis la fin du moyen âge.

Jusqu'alors la mendicité n'avait guère été combattue. Ce fut l'État qui, pour des raisons de police, tenta de l'extirper. Les édits contre les mendiants deviennent nombreux à partir de Philippe le Beau et de Charles-Quint : ils les menacent de la peine du pilori et de la fustigation. D'ailleurs il fallait employer des moyens préventifs pour extirper le mal dans sa racine. Pendant tout le moyen âge, l'Église avait assumé la bienfaisance publique. Mais l'apathie et le relâchement des mœurs du clergé, au XV^e siècle, avaient exercé sur toute la société une influence dissolvante. Une réforme de la bienfaisance fut réclamée à la fois par les humanistes, ennemis des ordres religieux, par les juristes, hostiles à l'ingérence du clergé dans la vie civile, par les capitalistes, entravés dans le recrutement de leurs ouvriers par le débordement de la mendicité professionnelle. Les magistrats des villes commencèrent à centraliser, dès le début du XVI^e siècle, les revenus des fondations charitables, instituèrent bientôt des comités d'inspecteurs des pauvres et prirent des mesures pour apprendre aux enfants assistés l'un ou l'autre métier. Un règlement d'Ypres de 1525, élaboré sans doute sous l'influence du grand humaniste Vivès, fut imité par beaucoup d'autres villes. En 1531, un édit en imposa les stipulations essentielles à toutes les villes et villages des Pays-Bas.

De la fin du XIV^e au milieu du XVI^e siècle, le mouvement de la population suivit presque constamment une progression ascendante.

Vers le milieu du règne de Philippe le Bon, les domaines bourguignons des Pays-Bas comprenaient environ deux millions d'habitants, chiffre exceptionnellement élevé pour l'époque. Sous Charles le Téméraire, ce chiffre diminua à cause des guerres nombreuses et des dommages qu'elles causèrent, mais, quelque temps après, le nombre des habitants augmenta pour atteindre au milieu du XVI^e siècle environ trois millions. Aucune autre contrée au nord des Alpes n'était aussi peuplée relativement à sa superficie et ne manifestait une vitalité aussi intense.

ALBUM HISTORIQUE

DE LA

BELGIQUE

PAR

H. VANDER LINDEN ET

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE

H. OBREEN

DOCTEUR EN SCIENCES HISTORIQUES

AVEC UNE PRÉFACE DE HENRI PIRENNE

BRUXELLES

LIBRAIRIE NATIONALE D'ART ET D'HISTOIRE

G. VAN OEST & C^o

1910